

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Réf SOLEIL : AFFAIRE 2025-075-VB**

**Objet :  
Réseau Ondulé des lignes longues ANATOMIXX et  
NANOSCOPIUM**

# **PUBLIC**

*La version électronique fait foi.*



# TABLE DES MATIERES

<b>1. OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>2. DESIGNATION DES CONTRACTANTS .....</b>	<b>4</b>
<b>3. DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>4</b>
<b>4. ETENDUE DES TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
<b>5. OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>5</b>
<b>5.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>5</b>
5.1.1. RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE .....	5
5.1.2. OBLIGATION DE RESULTAT.....	5
5.1.3. OBLIGATION DE CONSEIL.....	5
5.1.4. MOYENS ET MATERIELS MIS EN OEUVRE PAR LE TITULAIRE .....	5
<b>5.2. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>6</b>
<b>5.3. OBLIGATIONS DE SOLEIL.....</b>	<b>6</b>
<b>5.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER SUR LE SITE DE SOLEIL .....</b>	<b>6</b>
<b>6. CONDITIONS PARTICULIERES .....</b>	<b>6</b>
6.1. TRAVAUX EN SITE OCCUPE – CONTINUITE DE SERVICE .....	6
6.2. DOCUMENTATION TECHNIQUE .....	7
6.3. DOCUMENTS SOLEIL .....	7
<b>7. DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
<b>8. SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>9. MONTANT DU MARCHE .....</b>	<b>8</b>
9.1. GENERALITE .....	8
9.2. CLAUSE DE REEXAMEN.....	8
9.3. AVANCE.....	8
<b>10. FACTURATION - PAIEMENT.....</b>	<b>8</b>
10.1. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	8
10.2. FACTURATION.....	8
10.3. RETENUE DE GARANTIE.....	9
10.4. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	9
10.5. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	9
<b>11. GARANTIE.....</b>	<b>9</b>
<b>12. RECEPTION.....</b>	<b>9</b>
<b>13. PENALITES .....</b>	<b>9</b>
13.1. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION .....	10
13.2. PENALITES RELATIVES AU TRI DES DECHETS .....	10

13.3.	RETARD DANS LE NETTOYAGE DU CHANTIER .....	10
13.4.	RETARD DANS LE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	10
13.5.	RETARD POUR LA LEVEE DES RESERVES .....	10
13.6.	ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER .....	10
13.7.	NON-INFORMATION SUITE A UN ACCIDENT OU UN INCIDENT .....	10
13.8.	NON-TRANSMISSION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE .....	10
13.9.	NON-CONFORMITÉ DES FORMALITÉS LIEES AU TRAVAIL DISSIMULÉ .....	11
13.10.	NON-TRANSMISSION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE .....	11
13.11.	CARACTERE DES PENALITES .....	11
14.	EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	11
15.	RÉSILIATION .....	11
16.	ASSURANCES .....	12
17.	LITIGES .....	12
18.	LANGUES .....	12
19.	DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX .....	12

## 1. OBJET

Le présent CCAP définit les conditions selon lesquelles SOLEIL confie au Titulaire, qui accepte, la mise en place d'un réseau ondulé pour les lignes de lumières ANATOMIX et NANOSCOPIUM » du site de Synchrotron SOLEIL situé à l'Orme des Merisiers, Départementale 128, 91190 Saint-Aubin, ci-après dénommée SOLEIL.

Le lieu d'exécution des Travaux est sur le site du Synchrotron SOLEIL, l'Orme des Merisiers, Départementale 128 – 91190 SAINT-AUBIN.

## 2. DESIGNATION DES CONTRACTANTS

Le marché est conclu entre :

La Société civile **Synchrotron SOLEIL** ci-après dénommée "SOLEIL", domiciliée à L'Orme des Merisiers – Départementale 128 – 91190 Saint-Aubin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro RCS : 439 684 903, dénommé « maitre d'ouvrage » dans le présent CCAP,

Et

Le **Titulaire du marché**, désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommé « Le Titulaire » dans le présent CCAP.

## 3. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'engagement et son annexe financière (DPGF)
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, (CCAG TRAVAUX) en vigueur à la date de signature du marché,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
5. Le règlement intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition du 1er mai 2014),
6. Le protocole de sécurité Synchrotron SOLEIL
7. Le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles.
8. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus ; ces conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables aux conditions ci-dessus citées, quelle qu'en soit la forme.

Est réputée non-écrite toute mention des documents établis par le Titulaire contraire aux clauses des CCAP, CCAG et CCTP précités.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Ce mois correspond au mois de remise de l'offre du Titulaire.

## 4. ETENDUE DES TRAVAUX

Le Titulaire se conformera aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site, et plus généralement, à toutes les instructions qui lui seraient données par SOLEIL. Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des travaux conformément au cahier des spécifications techniques susvisé et se conformera notamment aux conditions particulières prévues dans ce dernier. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des travaux en dehors de ceux définis dans ces documents, sans l'accord préalable écrit de SOLEIL.

## 5. OBLIGATIONS DES PARTIES

### 5.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

#### 5.1.1. RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à informer et à transmettre à SOLEIL, conformément à la réglementation, les pièces suivantes :

- La liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- L'attestation du respect de ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

#### 5.1.2. OBLIGATION DE RESULTAT

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans CCTP et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de SOLEIL toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

#### 5.1.3. OBLIGATION DE CONSEIL

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de SOLEIL.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement SOLEIL sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts de SOLEIL.

#### 5.1.4. MOYENS ET MATERIELS MIS EN OEUVRE PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant à SOLEIL qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant à SOLEIL étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

## **5.2. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent CCAP et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé à SOLEIL tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des travaux ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet précité ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec SOLEIL, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants de SOLEIL (maître d'œuvre, coordinateur SPS, contrôleur technique, etc.) et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter SOLEIL le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

## **5.3. OBLIGATIONS DE SOLEIL**

Le cas échéant, SOLEIL mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du marché.

## **5.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER SUR LE SITE DE SOLEIL**

Il est précisé que les installations provisoires de chantier sont la propriété du Titulaire et doivent être installées et enlevées par ce dernier au terme du présent marché. Les frais d'installation et d'enlèvement de ces installations provisoires sont à la charge de ce dernier.

# **6. CONDITIONS PARTICULIERES**

## **6.1. TRAVAUX EN SITE OCCUPE – CONTINUITE DE SERVICE**

Les travaux se dérouleront dans les contraintes d'un site occupé.

Le Titulaire est donc tenu de prendre, en accord avec SOLEIL, toutes dispositions et mesures de nature à rendre possible l'exécution des travaux dont il est chargé en maintenant l'occupation normale et habituelle des locaux existants, ainsi que l'accès et la libre circulation des personnes aux abords et au travers des lieux où s'exécutent ces travaux.

Cela implique de la part du Titulaire et du personnel employé par celui-ci, notamment :

- La mise en place des éléments de protection et leur dépose chaque fois que nécessaire,
- L'enlèvement des gravats et le nettoyage par des moyens appropriés dans les locaux,
- Le respect du planning.

## 6.2. DOCUMENTATION TECHNIQUE

Tout dispositif sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française, et en particulier des prescriptions et consignes d'installation et de mise en service. Seront également joints, toutes les attestations spécifiques ou réglementaires relatives au matériel fourni.

## 6.3. DOCUMENTS SOLEIL

Les documents remis au Titulaire par SOLEIL seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

# 7. DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le Titulaire s'engage à réaliser les Travaux objet du présent CCAP, conformément au planning général de l'opération défini entre les deux parties, à compter de la date de notification et de signature de l'acte d'engagement.

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est le xxxxxxxxxxxx.

La date de réception finale des travaux est fixée au xxxxxxxxxxxx au plus tard.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation, les délais de livraison et le temps d'exécution des travaux jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

# 8. SOUS-TRAITANCE

**Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.**

Dans le cas où le Titulaire soustrait une partie des prestations prévues dans le cadre du présent CCAP, il s'engage à en faire la demande écrite à SOLEIL par le biais de DC4 avant son intervention. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation de SOLEIL que des entreprises répondants aux conditions fixées au Code de la Commande Publique. La décision fera l'objet d'un accord de SOLEIL avant intervention.

Tout DC4 étant soumis à SOLEIL pour acceptation d'un sous-traitant doit impérativement comporter les informations suivantes :

- Identification des intervenants
- La Désignation de l'intervention
- Numéro de marché
- **Montant sous-traité**
- **Paiement direct** : Le paiement direct est obligatoire dès que le montant du contrat de sous-traitance dépasse 600 euros TTC, pour les sous-traitants acceptés de 1er rang, et dont les conditions de paiement ont été agréées. Toute renonciation au paiement direct est interdite par la loi (article 7 de la loi de 1975).
- Signature de toutes les parties

Les demandes d'agrément des sous-traitants devront **obligatoirement** être accompagnées d'une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique, d'un relevé d'identité bancaire ou postal, d'une attestation d'assurance. À défaut, les sous-traitants ne seront pas agréés.

Le Titulaire assumera l'entière responsabilité de la réalisation, que les prestations soient exécutées par lui-même ou par une entreprise sous-traitante. Il s'oblige en particulier à faire respecter toutes les clauses du présent marché par ses sous-traitants.

Le Titulaire ne pourra en aucune façon prétendre à être relevé des obligations qui découlent du présent contrat par la faute ou la défaillance d'un sous-traitant.

## 9. MONTANT DU MARCHÉ

### 9.1. GENERALITE

Le montant du marché est fixé à la somme forfaitaire et ferme défini dans l'acte d'engagement et son annexe financière. Ce montant comprend toutes les sujétions afférentes aux dits travaux.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les Travaux du marché sont réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la DPGF.

### 9.2. CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent CCAP pourra, en cas de modifications des prestations prévues au marché, faire l'objet d'une ou plusieurs modifications au sens des dispositions de l'article 54 du CCAG TRAVAUX.

### 9.3. AVANCE

Une avance de 10% est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

## 10. FACTURATION - PAIEMENT

### 10.1. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fera de la manière suivante : Le montant total de la facture, correspondant au montant total de l'annexe financière remise, sera dû par SOLEIL après la réalisation complète des travaux. Le règlement interviendra uniquement après l'établissement d'un procès-verbal de réception des travaux, accepté sans réserve par les deux parties.

Le paiement de la facture interviendra dans les délais définis ci-dessous.

### 10.2. FACTURATION

La transmission des factures électroniques est effectuée par mail à l'adresse de facturation suivante : [finances@synchrotron-soleil.fr](mailto:finances@synchrotron-soleil.fr)

Les factures devront comporter le numéro de marché et le numéro de situation correspondantes.



**10.3. RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de 5% du montant HT du marché sera appliquée sur les demandes d'acompte présentées par le Titulaire.

La retenue de garantie sera payée à la condition que toutes les réserves aient été levées et sous réserve de la constitution d'une garantie bancaire équivalente, dont la mainlevée sera prononcée à l'expiration du délai de garantie du marché.

**10.4. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Les sommes dues au Titulaire seront payées à 30 jours fin de mois à compter de la date de réception des factures après approbation par SOLEIL.

**10.5. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par l'acte spécial (DC4) signé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur, par le Titulaire qui conclut le marché de sous-traitance et par le sous-traitant.

Pour les sous-traitants en paiement direct, le Titulaire joint, à sa demande de paiement, une attestation indiquant la somme à payer par SOLEIL à chaque sous-traitant concerné.

**11. GARANTIE**

Les garanties prévues au titre des marchés Travaux sont les garanties légales et les garanties prévues dans le CCAG TRAVAUX. Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil. Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à intervenir pour réparer les désordres au plus tard dans un délai de un jour ouvré suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du Maître d'Ouvrage.

**12. RECEPTION**

Conformément à l'article 41 du CCAG-travaux, le Titulaire avisera SOLEIL, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront afin qu'une date pour la réception soit fixée.

La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations. La réception sera notifiée par la signature d'un Procès-verbal entre les deux parties.

**13. PENALITES**

Toutes les pénalités définies ci-dessous sont fermes, non révisables et ne sont pas soumises à la TVA. Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, ces pénalités sont encourues du simple fait de constatation du retard par SOLEIL.

**13.1. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, le Titulaire subira une pénalité de 1/300ème du montant du marché par jour calendaire de retard.

**13.2. PENALITES RELATIVES AU TRI DES DECHETS**

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux, une pénalité fixée à 200 € H.T. par jour d'infraction. En outre, les déchets et gravois non gérés pourront être enlevés aux frais et dépend de l'entrepreneur fautif par une entreprise spécialisée sur ordre du maître d'ouvrage ou de ses représentants qu'est le Maître d'œuvre.

**13.3. RETARD DANS LE NETTOYAGE DU CHANTIER**

Le Titulaire doit procéder au nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Sur simple constatation par SOLEIL de la non-réalisation du nettoyage par le Titulaire après une demande faite, celui-ci subira une pénalité de 200 euros par jour calendaire. Si une semaine après, le nettoyage n'est pas encore fait, SOLEIL demandera à une entreprise de son choix d'effectuer le travail au frais du Titulaire du marché.

**13.4. RETARD DANS LE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Le Titulaire devra procéder à la remise en état des emplacements mis à sa disposition dans un délai de 24 heures à compter de la fin des travaux. En cas de retard constaté, il sera appliqué à partir du terme fixé une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard.

**13.5. RETARD POUR LA LEVEE DES RESERVES**

Dans le cas où les levées de réserves ne seraient pas prononcées dans les délais fixés aux procès-verbaux de réception, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour calendaire et par réserve non levée.

**13.6. ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER**

En cas d'absence à une réunion de chantier, le Titulaire subira une pénalité de 150 € HT.

**13.7. NON-INFORMATION SUITE A UN ACCIDENT OU UN INCIDENT**

Le Titulaire devra informer immédiatement SOLEIL en cas d'accident ou d'incident de toute nature. En cas de non-information, le Titulaire subira une pénalité de 300 € HT par constat.

**13.8. NON-TRANSMISSION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-TRAVAUX, une pénalité journalière égale 1/300ème du montant hors taxes du marché déjà exécuté, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

### **13.9. NON-CONFORMITÉ DES FORMALITÉS LIEES AU TRAVAIL DISSIMULÉ**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

Ces pénalités sont cumulables.

### **13.10. NON-TRANSMISSION DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE**

En cas de défaut caractérisé d'information, non transmission de l'attestation d'assurance. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, une pénalité égale 1/300 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

Toutes les pénalités décrites ci-dessus peuvent se cumuler avec une indemnité au profit du pouvoir adjudicateur pour un préjudice particulier qu'il aurait subi en dehors des situations susvisées.

### **13.11. CARACTERE DES PENALITES**

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 35% du montant total hors taxes du marché.

## **14. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Outre l'application éventuelle de pénalités, SOLEIL pourra faire exécuter la prestation par un autre prestataire, en cas d'inexécution caractérisée par le titulaire du marché, d'une prestation qui ne pourrait souffrir d'aucun retard, conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG-Travaux.

Les frais et risques y afférents demeureront à la charge du titulaire du marché, de même que le surcoût qui pourrait en résulter.

## **15. RÉSILIATION**

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux, à la demande expresse et motivée SOLEIL, le marché pourra être résilié de plein droit en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect prolongé ou répétitif d'une ou plusieurs prescriptions contenues dans le présent marché.

La résiliation pourra être prononcée dès lors qu'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, notifiée au Titulaire est restée infructueuse. Dans le cadre de cette mise en demeure, SOLEIL informera le titulaire de la sanction envisagée et l'invitera à présenter ses observations.

Les autres cas de résiliation pour faute du Titulaire sont ceux prévus à l'article 50 du CCAG-Travaux.

La résiliation pour faute du Titulaire du marché ne donne lieu à aucune indemnité.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire du marché.

## 16. ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution et tout au long du marché, le Titulaire devra être en mesure de justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.

## 17. LITIGES

Les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable de leurs éventuels différends et seront de bonne foi dans leurs rapports.

Tout différend relatif à l'interprétation du contrat ou à l'exécution des prestations, et qui n'aura pu être résolu à l'amiable sera porté devant la juridiction compétente.

## 18. LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19. DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 13	19.2.4 du CCAG-TRAVAUX
Article 13.1	19.2.3 du CCAG-TRAVAUX
Article 13.8	3.6 du CCAG-TRAVAUX
Article 13.11	19.2.1 du CCAG-TRAVAUX
Article 13.11	19.2.2 du CCAG-TRAVAUX
Article 15	50 du CCAG-TRAVAUX